



**PRÉFET
DE LA
CÔTE-D'OR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne-Franche-Comté**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 214 DU 05 FEV. 2025

PORTANT MISE EN DEMEURE DE RESPECTER DES PRESCRIPTIONS APPLICABLES

Société AMCOR FLEXIBLES PACKAGING France

Commune de DIJON

LE PRÉFET DE LA CÔTE D'OR,

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU le code de justice administrative ;

VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;

VU l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2009 portant autorisation d'exploiter une installation de traitement de surface à l'aide de solvants organiques sur le territoire de la commune de Dijon à la société ALCAN Packaging Flexible Europe ;

VU la déclaration de changement de raison sociale du 28/04/2024 formulée par courrier par l'exploitant ;

VU le récépissé de déclaration de changement de dénomination sociale au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement en date du 28/05/2024 ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire N° 745 du 20 mai 2021 qui dispose : « Le classement administratif du site est le suivant : 3670-2 : Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique : 2. Supérieure à 200 tonnes par an pour les autres installations que celles classées au titre du 1 » sous le régime de l'autorisation.

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement, transmis à l'exploitant par courrier du 24 décembre 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU le projet d'arrêté transmis le 24 décembre 2024 à l'exploitant en application de l'article L.171-6 du code de l'environnement ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté précité ;

CONSIDÉRANT que l'article 1 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé dispose « Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2660, 2661, 2750, 2752, 2760, 2790, 2791, 2795, 3120, 3230, 3260, 3410, 3420, 3440, 3450, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710 ou 4713 »

CONSIDÉRANT que la société Amcor est soumise à autorisation au titre de la rubrique 3670-2 ;

CONSIDÉRANT que l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé dispose : « L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale. » ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 4 septembre 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité ICPE) a constaté que l'exploitant n'a pas réalisé de campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS des rejets de son site ;

CONSIDÉRANT que l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé dispose : « II. – L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I. Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants :

Rubrique de la nomenclature des installations classées	Délai pour réaliser la première campagne d'analyse à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté
2660, 2661, 2760, 2790, 3410, 3420, 3440, 3450, 4713	Trois mois
2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2750, 2752, 2795, 3120, 3230, 3260, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710	Six mois
2791, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560	Neuf mois

(etc.) Si l'exploitant est dans l'incapacité de respecter ces délais, il informe l'inspection des installations classées en justifiant cette incapacité. Il transmet les résultats par voie électronique dans les meilleurs délais et au plus tard un mois après le délai initial.I. » ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 4 septembre 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité ICPE) a constaté que l'exploitant n'a réalisé aucune campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS des rejets de son site ;

CONSIDÉRANT que l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé dispose : « III. – L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé. » ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 4 septembre 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité ICPE) a constaté qu'aucun résultat n'a été transmis à l'inspection des installations classées conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susmentionné ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé ;

CONSIDÉRANT que ces campagnes de mesures doivent être engagées le plus rapidement possible pour que les résultats soient transmis à l'inspection de manière à déterminer si le site peut être à l'origine de rejets en PFAS dans les eaux ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-8 du code de l'environnement prévoit « *en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations [...] l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine* » ;

CONSIDÉRANT que compte tenu de ce qui précède, il convient de mettre en demeure l'exploitant de respecter, dans des délais déterminés, les dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté du 20 juin 2023 susvisé ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture de Côte d'Or ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – OBJET

La société AMCOR FLEXIBLES PACKAGING France, (numéro de SIRET 50962879800035) située au 24, rue de la Stéarinerie à Dijon, est mise en demeure de respecter, dans les délais suivants à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes pour son installation de traitement de surface à l'aide de solvants organiques :

Dispositions	Délais à compter de la notification du présent arrêté
<p><u>Ensemble des dispositions de l'article 3</u> de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé dispose :</p> <p><i>« L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</i></p> <p><i>[etc.] »</i></p>	1 mois
<p><u>Dispositions suivantes de l'article 4</u> de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé dispose :</p> <p><i>« II. L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I. »</i></p>	3 mois
<p><u>Dispositions suivantes de l'article 4</u> de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé dispose :</p> <p><i>« III. L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé. »</i></p>	4 mois

ARTICLE 2 – SANCTIONS

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société AMCOR FLEXIBLES PACKAGING France située à Dijon.

ARTICLE 4 – VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 – EXÉCUTION

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Côte d'Or, Mme. la Maire de Dijon, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Dijon le 05 FEV. 2025

Le préfet
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général,



Denis BRUEL

